



Le délire libéral de François Hollande continue, et il commence à prendre un tour autant amer que grand-guignolesque. Le chef de l'État a donc déclaré que c'était l'offre qui créait la demande, et non l'inverse : enterrement pur et simple du socialisme et sa théorie économique, qui veut qu'on parte des besoins humains, de la demande démocratiquement établie, plutôt que des innovations inutiles et polluantes vendues à grands coups de pub. Après avoir accordé indistinctement un crédit d'impôt de 20 milliards aux entreprises via le CICE - pendant qu'il décidait dans le même temps d'augmenter la TVA, qui touche tout le monde et rend la vie quotidienne plus difficile encore - F.Hollande poursuit dans cette logique absurde avec le pacte de responsabilité qui prévoit 10 milliards de cadeaux fiscaux en plus. Ça fait 30 milliards. Pendant ce temps-là, le sabotage des services publics continue et les dotations aux collectivités locales ne cessent de chuter (moins 1,5 milliard cette année et l'année prochaine).

Avec cette idée naïve de pacte avec le patronat, les solfériniens espèrent obtenir des contreparties des entreprises pour les forcer, ou inciter on ne sait pas très bien, à embaucher. Sauf qu'une entreprise embauche quand le carnet de commande est plein, c'est-à-dire quand les gens peuvent consommer, ce qui suppose des salaires décents. Mais F.Hollande préfère se soucier des taux de profits qui iront directement dans les poches des actionnaires. Cela fait des années que les exonérations de charge se multiplient sans le moindre impact positif sur l'emploi. Mais comme ces exonérations sont autant de coupes dans la redistribution des ressources collectives, les inégalités ne cessent d'augmenter, pour atteindre un niveau qui n'est

plus supportable (plus de 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France).

Le plus "drôle" dans cette histoire si je puis dire, c'est que le pharaon du MEDEF, Pierre Gattaz, bagage accompagné de F. Hollande lors de sa visite officielle aux États-Unis, a finalement proclamé : "Il faut arrêter de gérer par la contrainte", se déclarant hostile à toute forme de contrepartie qui pourrait venir ingérer dans la gestion voluptueuse des entreprises et du capital. Voilà où mène "le dialogue social" quand on fait mine d'oublier que l'économie est d'abord affaire de rapports de force. Le pacte de responsabilité risque donc bien de faire office de chèque en blanc signé aux capitalistes pendant que les travailleurs continuent de subir les effets de la récession économique sur leur vie quotidienne.

Les députés PS auront à se prononcer par un vote de confiance sur la philosophie néolibérale de ce pacte dans les mois à venir. Il s'agira de bien autre chose que d'exprimer quelques réticences velléitaires dans un texte sans conséquence adopté en bureau national, bien à l'abri du parti. C'est qu'il faut maintenant des actes. Ainsi nous appelons ceux qui n'ont pas complètement renié leurs convictions à nous rejoindre dans l'opposition de gauche par un vote négatif. Il est en effet temps de prendre ses responsabilités, ses responsabilités politiques.